



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PREFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



**l'Europe
s'engage**
le Massif Alpin

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Comité de suivi du Programme Opérationnel Interrégional FEDER Massif des Alpes (POIA) période 2014-2020

10 juillet 2019 – Chambéry

Relevé de décisions et Compte-rendu

La liste des participants est jointe

Annexe n°1 : Liste des participants

Sujets à l'ordre du jour

Annexe n°2 : Ordre du jour

Relevé de décisions

Points présentés pour information du comité :

I - Etat d'avancement du programme et points d'information au comité (Annexe 3)

- Présentation de l'atteinte du cadre de performance
- Proposition de révision du PO et stratégie de fin de programmation suite à l'examen de performance

II - Point d'information sur le post 2020 (Annexe 4)

Pièces complémentaires annexées au présent relevé

Eléments présentés par la commission européenne

- Présentation succincte de la base de données ouverte 2019 (Annexe 5)
- Présentation 2021 – 2027 (Annexe 6)

Témoignages de porteurs de projets

- Présentation de CREA MONTBLANC (Annexe 7)
- Présentation de la Communauté de communes Haute-Tarentaise (Annexe 8)
- Présentation du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Baronnies provençales (Annexe 9)

Compte-rendu de la séance

Annexé au présent relevé de décision

Table des matières

Allocutions d'ouverture de la tribune :	2
1- Etat d'avancement du programme et points d'information au comité :	2
2- Témoignages de porteurs de projets :	3
3- Point d'information sur le post 2020 :	4

COMPTE RENDU DE LA SEANCE

Début de la séance : Chambéry le 10 juillet 2019 – 14h00

Allocutions d'ouverture de la tribune :

Mme Chantal EYMEUD, vice-présidente déléguée en charge des entreprises, de l'artisanat et de l'économie de montagne à la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentant le Président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et M. Fabrice PANNEKOUCKE, vice-président de la commission permanente du massif, et conseiller délégué aux vallées de montagne à la Région Auvergne Rhône-Alpes, représentant le Président de la région Auvergne Rhône-Alpes, sont excusés.

La séance est présidée par Mme Raphaële DE GIULI MORGHEN, directrice générale adjointe Europe et coopération méditerranéenne à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en présence de M. Michel WOLF, Commission européenne, DG REGIO, de M. Philippe MATHERON, commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Alpes et de M. Vincent BERNARD, responsable du service montagne et parcs à la direction de l'aménagement du territoire et de la montagne de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Mme De Giuli Morghen ouvre la séance en mettant l'accent sur la période cruciale atteinte par le programme : la révision à mi-parcours et les échéances de fin de programmation et les exigences découlant de l'application du dispositif du cadre de performance. La préparation de la nouvelle programmation n doit s'appuyer sur des propositions en termes de nouvelle architecture, dans un effort de simplification tout en conservant la gouvernance actuelle.

M. Wolf insiste sur la nécessité, dans la perspective de la future programmation, de tirer les enseignements de la période actuelle et de dresser un premier bilan de performance des différents axes. Il faut analyser les raisons des difficultés de certains axes pour réorienter la stratégie.

M. Matheron confirme que l'Etat est prêt pour ce bilan et la préparation de l'avenir des fonds en territoire alpin. On en est à la finalisation de l'actualisation du schéma de massif débuté en 2015. La CIMA et le PO Alpes sont étroitement liés. Les liens forts entre les différents acteurs doivent être maintenus malgré la complexité de l'exercice pour permettre de finir l'année 2020 avec un document validé. Il s'agit d'un travail collectif et il est nécessaire de tenir un agenda rigoureux. Les outils actuels fonctionnent globalement bien et partenaires et bénéficiaires apprécient la plus-value de l'intervention à l'échelle inter-alpine. De plus, la stratégie européenne pour les Alpes est en train de prendre de l'importance.

M. Bernard met en avant l'importance du POIA pour répondre aux enjeux du massif, confirmée par les retours des acteurs du territoire. Les enjeux identifiés sont vraiment dans l'esprit de la loi montagne et les politiques de massif sont très importantes pour ces territoires. Il constate une véritable convergence des politiques publiques qu'il faut conserver. La future CIMA, le POIA et les différentes politiques des collectivités sont un travail collectif.

1- Etat d'avancement du programme et points d'information au comité :

Présentation de l'état d'avancement du programme par Mme Alexandra BOUTIER, directrice adjointe des affaires européennes (Annexe 1)

En ce qui concerne le Rapport de mise en œuvre 2018 (RAMO), M. Wolf confirme la bonne réception par la Commission. Il approuve l'accent mis sur les réalisations et les résultats ainsi que la rédaction du Résumé à l'attention des citoyens, synthétique et assurant une bonne vulgarisation. L'examen de performance va avoir lieu et des remarques seront envoyées. Les effets pervers de cet exercice qui pénalisent des axes en décalage de programmation doivent être corrigés sur la prochaine programmation.

Il tient à faire savoir que la Commission apprécie beaucoup les visites sur les lieux de projets qui rendent les choses concrètes et il félicite également l'autorité de gestion pour le taux d'erreur de zéro et indique que les très bons bilans d'audit bénéficieront d'un programme d'audit allégé sur la prochaine programmation.

Il présente ensuite la Base de données ouverte de la Commission, issue entre autres des éléments des RAMO, qui présente l'avancement du PO à différents niveaux : Europe/France/Région Sud, par PI ou OT, par catégories

d'intervention... Cette base de données permet beaucoup d'analyses, de comparaisons temporelles, de projections (cadre de performance de 2023, prévisions de dépenses...)

2- Témoignages de porteurs de projets :

- **Le projet du Centre de Recherche sur les Ecosystèmes d'Altitude (CREA) Mont Blanc, « Clim+ », présenté par Mme Irène ALVAREZ, directrice des programmes :**

- *Axe prioritaire : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de montagne*

- *Priorité d'investissement : Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes*

Le CREA Mont Blanc est une ONG scientifique dont le but est d'explorer les modifications du milieu naturel de la montagne et restituer ces connaissances pour agir. Il s'agit là d'un premier financement par le POIA, l'association étant précédemment financé par un fonds Alcotra. Mme Alvarez explique que la possibilité d'un financement sur plusieurs années est particulièrement importante pour une petite structure.

Le projet se situe dans un contexte de changement de paysage dû au recul du glacier, les changements climatiques étant deux fois plus rapides en montagne. On se trouve face à un phénomène tendant à une perte de la biodiversité et une simplification des milieux naturels.

Le site emblématique de Chamonix est un terrain d'étude très intéressant, avec une grande diversité climatique dans un espace peu protégé (8 millions de nuitées touristiques annuelles) et présentant peu d'activité pastorale.

Le projet Clim+ s'intéresse au Mont Blanc car il est porteur de signification pour le massif des Alpes. Ce projet est une interface entre chercheurs et décideurs. Il permet de confronter l'évolution des milieux naturels et des espèces avec les prévisions du GIEC : étude des caractéristiques de la montagne (enneigement, sécheresse estivale), travail de suivi de l'enverdissement, de l'évolution des zones humides et des espèces hébergées. Un réseau d'images satellite est constitué pour créer à terme une plateforme participative.

La masse de données collectées est très importante, permettant une mise en place de gestion et de restitution de ces données sur un site et le partage avec les collectivités et les acteurs du territoire. Le coût de ce projet se monte à 300 000€ dont 50% de FEDER, financé également par l'Agence de l'eau, les Communautés de communes de la Vallée de Chamonix et du Pays du Mont Blanc ainsi que par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de la Savoie.

Mme Alvarez précise enfin qu'il existe un partenariat de recherches avec le CNRS mais pas d'engagement financier.

Mme De Giuli Morghen, en conclusion, espère que ce projet alimentera les politiques publiques.

- **Le projet de la Communauté de communes de Haute Tarentaise, « Mise en tourisme du col de l'Iseran par une requalification paysagère et environnementale » présenté par Mme Sandrine CLAIR, chargée de mission Tourisme :**

- *Axe prioritaire : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de montagne*

- *Priorité d'investissement : Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel*

Ce projet concerne un site classé d'un grand intérêt paysager et écologique qui connaît une intense fréquentation touristique. Il s'agit du plus haut col routier, à 2770 mètres d'altitude. Aucuns travaux n'ont été réalisés depuis la création de la route en 1937. Mais il existe aujourd'hui une volonté politique d'aménager le site afin qu'il ne se dégrade pas davantage.

Le projet consiste en signalétique d'interprétation, abri d'accueil et sanitaires publics avec travaux de réseaux d'eau, aménagements permettant à la fois le cheminement du public et la préservation de la végétation. Tout est fait en pierre locale sans utilisation de bois. Ce projet, long à réaliser en raison des contraintes d'altitude et de climat a démarré en 2015 et devrait s'achever cette année. Il est réalisé en lien avec de nombreux acteurs comme la DDT, la DREAL, le Parc de la Vanoise, les sociétés de remontées mécaniques. Le coût total de cette opération se monte à 525 000 € dont 88 000 € de FEDER pour les dépenses d'investissement finançant les aménagements paysagers et bénéficie du soutien du Département de la Savoie à 80% pour les études et d'une participation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- Le projet du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Baronnies provençales, « Gestion intégrée et sensibilisation aux risques naturels de moyenne montagne dans les Baronnies provençales » présenté par Mme Jessica PERRAUD, chargée de mission risques :

- *Axe prioritaire : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels*

- *Priorité d'investissement : Favoriser des investissements destinés à prendre en compte des risques spécifiques, garantir la résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe*

Le Parc a été créé en 2015 et couvre un territoire de moyenne montagne de 98 communes sur deux départements et deux régions présentant tous les risques naturels sauf les avalanches. L'objectif du projet est d'éveiller les consciences par une meilleure connaissance des risques et permettre la mise en place de pratiques nouvelles. C'est le deuxième projet POIA, axé sur les feux de forêt et les glissements de terrain et en partenariat avec des centres et programmes de recherche (IRSTEA Aix-en-Provence, projets VULTER, VERTICAL).

Le premier projet était axé sur les risques de crues et inondations et a donné lieu à la rédaction d'un livret sur une rivière en crue et des actions de sensibilisation des enfants sur les lieux d'un ancien glissement de terrain.

Le projet 2017 est axé sur les feux de forêts et les glissements de terrain.

Le territoire est situé en zone méditerranéenne et a connu deux incendies suivis de reboisement alors qu'il souffre d'un manque de moyens, de savoir-faire et pose des problèmes d'accessibilité. Nous sommes intervenus auprès des communes qui refusaient de rencontrer les services de l'Etat à ce sujet et avons mis en place un atelier participatif. C'est une action de sensibilisation des acteurs qui a bien fonctionné. Un prestataire a évalué les projets technique et financier. Et on assiste à une réappropriation des territoires par les communes : 25 projets ont été définis (réouverture d'anciens chemins, création de DFCI, mise en place de citernes...)

La mise en sécurité du massif est aussi passée par des brûlages dirigés qui permettent aux pompiers de la Drôme de conserver des compétences nécessaires et ces zones sont ensuite mises en pâture.

Les réunions de sensibilisation à la mise en sécurité des habitations n'ont pas rencontré de succès. Mais cela peut s'expliquer par la nouveauté de ces actions. De même, un essai de travail avec les professionnels du bâtiment a avorté mais sera peut-être reconduit.

Les livrables 2019-20 consistent en un livret de sensibilisation et la rédaction d'un flyer pour touristes. 2 autres sont prévus : un memento à l'usage des communes sur leurs possibilités d'actions et une plaquette sur les actions de bon sens et conseils très pratiques et les obligations réglementaires.

En ce qui concerne les risques de glissement de terrains : une journée rassemblant 22 personnes a été organisée sur le site d'un ancien village pour une ballade thématique et des conférences à venir sur les glissements de terrains sont prévues dont une à Laragne prochainement.

Ce projet se monte à 120 000 € sur 3 ans, subventionné à 80% dont 50% de FEDER. L'arrêt des appels à projets sur l'axe 3 va malheureusement interrompre cette démarche pour quelques temps.

3- Point d'information sur le post 2020 :

M. Wolf indique que les propositions budgétaires et réglementaires sont en discussion avancée même si elles ne sont pas encore adoptées.

La préparation a été intégrée dans l'exercice du semestre européen pour une prise en compte des situations économiques, énergétique, de la santé des entreprises, l'état du marché du travail de chaque pays ainsi que les disparités régionales de chaque pays. Cela permet l'élaboration de propositions en terme investissement. Et l'intégration des disparités territoriales est une nouvelle dimension de la démarche.

Cinq objectifs stratégiques (OS) ont été retenus : recherche, innovation et soutien aux entreprises (ex OT 3), actions en matière énergétique, gestion risque, environnement (ex OT 4 et 5,6), connectivité digitale et physique (ex OT 2 et 7), plus un OS concernant le FSE.

Enfin, un OS territorial pour toutes les typologies de territoires : urbains, massifs, bassins...

Le niveau budgétaire du FEDER et du FSE devrait rester relativement stable.

On note une exigence de concentration des fonds de 60% à 85 % pour éviter leur éparpillement mais également un effort en matière d'intervention péri-urbaine et de coopération territoriale.

L'OS lié à l'environnement reprend les thématiques du POIA : la protection de la biodiversité, économie circulaire, énergie propre, réduction des émissions de GES.

L'OS territorial 5 est une méthode proposée : implication au niveau de la préparation de tous les acteurs territoriaux pour l'élaboration et la gestion des programmes. Proposition également d'outils de gestion (ITI, DLAL...) et de connexion des interventions au territoire voisin comme la stratégie macro régionale alpine.

La réduction du nombre de programmes n'est pas un appel à la disparition du POIA. Il s'agit de mettre en place une approche de programmation plus satisfaisante et moins consommatrice de ressources en termes administratifs. C'est une réflexion importante à mener avec les autorités nationales et régionales. Comment avancer sans attendre toutes les décisions ? Il faut anticiper les décisions réglementaires et budgétaires et viser une adoption de l'accord de partenariat et des programmes pour la fin 2020. De nombreux contacts ont eu lieu comme le séminaire technique avec les AG et les réunions avec le CGET et l'ARF.

M. Villien, de l'Union des Communes forestières d'Auvergne-Rhône-Alpes, pose la question de la possibilité d'accompagner les contrats de réciprocité entre les communes et les zones urbaines et cite l'exemple de la complémentarité des cabinets dans les déserts médicaux. **M. Wolf** indique que le volet santé dépendra du FSE et peut aussi être pris en compte dans le volet numérique. Il peut exister des outils pertinents à mettre en place pour les territoires et les différents acteurs peuvent décider s'ils veulent inclure un volet santé dans leur priorité mais cette initiative ne peut pas venir du niveau européen car il y a trop de disparités locales, tout comme pour la mobilité ou la ruralité. Ce sera une question de pertinence à évaluer par les acteurs locaux.

Mme de Giuli Morghen rappelle le contexte spécifique des programmes interrégionaux auxquels tous les acteurs sont très attachés, qui permettent un travail commun sur des espaces sensibles et des démarches concertées ou communes. Il faut cependant reconnaître la lourdeur administrative du programme, sa rigidité et son coût de gestion disproportionné et donc envisager des modalités plus adaptées. La Commission, dont la vision a évolué face aux bons résultats du POIA, propose qu'il y ait un OT sur des espaces spécifiques comme la montagne ou le littoral. Une réflexion commune doit permettre de trouver une nouvelle forme tout en conservant la gouvernance, les acteurs, les typologies des projets. L'idée est de pouvoir intégrer l'interrégionalité dans les crédits, l'inscrire dans le PO régional, toujours géré en partenariat selon des modalités de gouvernance équivalentes aux actuelles. On peut créer un axe interrégional dans le PO ou un ITI comme la commission le conseille, conserver une enveloppe spécifique au massif et définir des priorités et besoins spécifiques au massif. Dans ce cadre, en interne, un travail sur le fond et la mécanique de mise en place est en cours. Des ateliers thématiques et géographiques avec les partenaires à partir des grands objectifs de la commission sont prévus. Il y aura aussi des réunions techniques spécifiques aux différents fonds, des consultations dématérialisées avec les membres des comités de suivi pour connaître les attentes. On prévoit de présenter en décembre les premières orientations stratégiques. En 2020, les consultations se poursuivront tout en affinant l'écriture des programmes. Une pré-validation devrait intervenir au comité de suivi de juin, suivie de la soumission de la première version en septembre et d'une validation en décembre.

Mme De Giuli Morghen ajoute que tout ce travail va se faire en lien avec les travaux de la CIMA et peut-être du futur CPIER pour trouver la bonne articulation entre financements européens, nationaux et régionaux.

M. Wolf tient à confirmer que la Commission n'interviendra pas dans le budget alloué au massif. Il rappelle également qu'il existe déjà des exemples de montage d'axe interrégional comme pour le massif des Vosges ou du Jura.

M. Bernard confirme le bon fonctionnement de cette modalité dans le Jura avec une gouvernance partagée et une coopération organisée.

M. Matheron suggère de réfléchir à des procédures déjà existantes dans ces régions comme la mutualisation des comités de programmation état-régions, assurant une meilleure visibilité des financements pour les porteurs. Le futur document FEDER-Alpes devra se construire avec la future convention de massif et donc avec l'Etat et les régions et les autres signataires. Le choix entre l'axe et les ITI est un bon sujet de réflexion et mérite des retours d'expérience et une analyse de ce qui correspond le mieux aux besoins du massif et aux porteurs de projets. Il faudra être précis sur les futures priorités à mettre en œuvre pour monter un budget indicatif donc une consultation est nécessaire. Il est aussi nécessaire de faire attention au démarrage en prenant des projets matures car les exigences d'engagement de dépenses seront plus strictes. Un bon repérage des outils les mieux adaptés aux projets est important et il faudra clarifier ces critères. Des acteurs en réseau, travaillant sur l'ingénierie territoriale et l'animation et qui ont besoin des fonds européens, sont déjà prêts.

M. Matheron interroge la Commission pour savoir s'il faudra réutiliser le critère du PIB pour définir le budget du FEDER alpin ou l'état sera libre ?

M. Wolf explique que sur la prochaine programmation, deux régions sont dans la catégorie plus développées : Ile de France et Auvergne Rhône Alpes. Les autres sont intermédiaires. Cette catégorie va donc être plus importante pour une enveloppe définie par l'Union européenne. L'avantage est un taux de cofinancement plus élevé. Le fait que Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes ne soient pas dans la même catégorie rend les choses un peu plus compliquées et c'est un des éléments qui pousse la Commission à conseiller l'utilisation des ITI qui ne dépendent pas d'une structure en double axe.

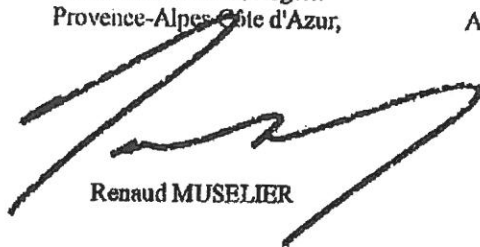
Pour Mme De Giuli Morghen, le taux de cofinancement est largement défini par les régimes d'aides identiques dans les deux régions et les contraintes seront les mêmes. L'important est d'avoir des enveloppes interrégionales prédéfinies à l'échelon national de manière claire. Et le travail collectif sur l'accord de partenariat est capital pour mieux se répartir les différentes typologies de projets, par exemple sur les actions d'animation que le FEDER a subventionnées de manière un peu dérogatoire, son objet étant le financement de projets.

Mme De Giuli Morghen remercie tous les participants et clôt la réunion.

Fin de la séance : 10 juillet 2019 - 17h

Fait à Marseille le 09 DEC. 2019

Le Président de la Région
Provence-Alpes Côte d'Azur,



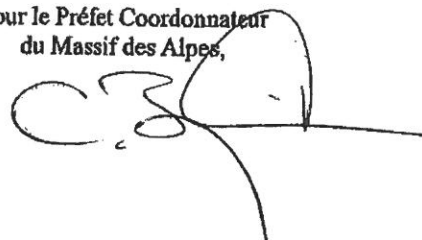
Renaud MUSELIER

Pour la Région
Auvergne-Rhône-Alpes,



Pascale PANNEKOUCKE

Pour le Préfet Coordonnateur
du Massif des Alpes,



Cécile BIGOT-DEKEYZER